

## Matignon : Sandro Gozi, le conseiller d'Edouard Philippe, annonce sa démission



Sandro Gozi, l'ancien secrétaire d'État italien devenu conseiller d'Édouard Philippe, a annoncé sa démission. Il a transmis un courrier à l'AFP. Il avait été soupçonné d'avoir collaboré avec le gouvernement maltais alors qu'il était à Matignon.

Avec Atlantico  
Rédaction

Sandro Gozi vient d'annoncer qu'il quittait Matignon. Il a transmis un courrier annonçant sa démission à l'AFP. Cette décision intervient après des révélations lundi par *Le Monde* et le journal *Times of Malta* qui dévoilaient que Sandro Gozi travaillait également pour le Premier ministre maltais Joseph Muscat.

Sandro Gozi a décidé de démissionner pour "*retrouver la pleine liberté de parole*" afin de se défendre et pour "*éviter toute instrumentalisation politique qui pourrait porter préjudice au chef du gouvernement*" français. Selon *Le Point*, Sandro Gozi aurait continué à travailler comme consultant pour le chef du gouvernement maltais, Joseph Muscat, après son arrivée à Matignon.

Le conseiller précise dans sa lettre que "*le contrat maltais mentionné dans la presse régit légalement une mission de conseil effectuée en tant que consultant externe auprès des autorités maltaises*".

Cette collaboration "*a cessé à (sa) demande après le résultat des élections européennes en France*".

Cet ancien secrétaire d'État aux Affaires européennes de Matteo Renzi puis de Paolo Gentiloni entre 2014 et 2018, avait donc décidé de rejoindre cet été le cabinet du Premier ministre français. Il a également été élu député européen sur la liste Renaissance conduite par Nathalie Loiseau. Placé en 22e position, Sandro Gozi va devoir attendre le Brexit afin de pouvoir siéger au Parlement européen en remplacement d'un député Britannique.

Après avoir intégré le cabinet du Premier ministre Edouard Philippe le 1er août, Sandro Gozi avait effectué ses "*obligations déclaratives en tant que conseiller ministériel auprès de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique*" (HATVP).

Il précise qu'il a aussi effectué "*un complément déclaratif après avoir réalisé que la législation française exigeait la déclaration non seulement des activités publiques mais également des activités professionnelles privées*".

Ce mardi, lors de la séance des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, le député LR Pierre-Henri Dumont avait interrogé le Premier ministre sur son conseiller :

"*Pouvez-vous nous garantir que votre conseiller n'a jamais utilisé aucune information au profit d'un autre gouvernement? Il affirme que*

---

*vous étiez au courant. Le saviez-vous? Avez-vous saisi la Haute autorité pour la transparence dans la vie publique? Pour qui travaille réellement votre conseiller ?".*

Edouard Philippe a alors répondu :

*"Nous avons invité M. Gozi à produire les explications les plus complètes et les plus précises, comme il l'avait fait par écrit au moment de son embauche. Il avait indiqué que son emploi à Matignon depuis le 30 juillet 2019 était exclusif de toute autre activité professionnelle, a fortiori pour un autre gouvernement. Nous en prenons acte. Nous l'avons invité à produire les pièces qui permettent de confirmer la fin de sa collaboration avec le gouvernement maltais au moment de son embauche. (...) M. Gozi a été invité (lundi) par le directeur du cabinet du Premier ministre à produire des explications. Le chef du gouvernement exige (de ceux qui travaillent au gouvernement) une parfaite probité et le respect de toutes les règles qui s'imposent à tous ceux qui ont l'honneur de servir la France".*

Edouard Philippe tenait donc à garder ses distances face aux déclarations de Sandro Gozi dans *Le Monde* qui affirmait dans une seconde version qu'Edouard Philippe était au courant "d'activités de consulting".

Reste à savoir si cette démission mettra fin à la polémique et aux interrogations sur les questions éthiques ainsi que sur la transparence de la vie politique.